

1074.

1878

1 juin 1878.

Convention pour l'échange de lettres avec valeurs déclarées. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879.

Les ratifications échangées à Paris, le 26 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe,

geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark und den dänischen Colonien, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal und den portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und der Schweiz.

(Abgeschlossen zu Paris 1. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. April 1879, die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. März 1877.)

(Urtext.)

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

Il peut être expédié de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des lettres contenant des valeurs-papier déclarées, avec assurance du montant de la déclaration.

Les divers offices, pour leurs rapports respectifs, ont la faculté de déterminer un maximum qui, dans aucun cas, ne peut être inférieur à 5000 francs par lettre, et il est entendu que les diverses administrations intervenant dans le transport ne sont engagées que jusqu'à concurrence du maximum qu'elles ont respectivement adopté.

Article 2.

1^o La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des offices, qui participent à ce transport, est engagée dans les limites déterminées par l'article 8 ci-après.

Il en est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré par les offices des pays adhérents, pourvu toutefois que ces offices soient en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs, à bord des paquebots ou bâtiments dont ils font emploi.

1878 2° A moins d'arrangement contraire entre les offices d'origine et de destination, la transmission de valeurs déclarées échangées entre pays non limitrophes s'opère à découvert par les voies utilisées pour l'acheminement des correspondances ordinaires.

3° L'échange de lettres contenant des valeurs déclarées entre deux pays qui correspondent, pour les relations ordinaires, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays non participant au présent Arrangement, ou au moyen de services maritimes dégagés de responsabilité, est subordonné à l'adoption de mesures spéciales, à concerter entre les administrations des pays d'origine et de destination, telles que l'emploi d'une voie détournée, l'expédition en dépêches closes, etc.

Article 3.

1° Les frais de transit prévus par l'article 4 de la Convention du 1^{er} juin 1878, sont bonifiés aux offices qui participent au transport intermédiaire, à découvert ou en dépêches closes, des lettres contenant des valeurs déclarées.

2° Indépendamment de ces frais de transit, l'administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance, envers l'administration du pays de destination et, s'il y a lieu, envers l'administration participant au transit territorial avec responsabilité, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

3° En outre, s'il y a un ou plusieurs transports par mer donnant lieu à rétribution spéciale, d'après les articles 3 et 4 de la Convention du 1^{er} juin 1878, et susceptibles d'engager la responsabilité des offices qui les effectuent ou les assurent, il est dû à chacun desdits offices un droit maritime d'assurance de 10 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

Article 4.

1° La taxe des lettres contenant des valeurs déclarées doit être acquittée à l'avance, et se compose :

I. Du port et du droit fixe, applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination — port et droit acquis en entier à l'office expéditeur;

II. D'un droit proportionnel d'assurance calculé, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, à raison de 10 centimes pour les pays limitrophes ou reliés entre eux par un service maritime direct, et à raison de 25 centimes pour les

autres pays, avec addition, s'il y a lieu, dans l'un et l'autre 1878 cas, du droit d'assurance maritime prévu par le dernier alinéa de l'article 3 précédent.

Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à chacune des parties contractantes, pour tenir compte de ses convenances monétaires ou autres, la faculté de percevoir un droit autre que celui indiqué ci-dessus, moyennant que ce droit ne dépasse pas $\frac{1}{2}$ p. % de la somme déclarée.

2° L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé sommaire de son envoi.

3° Il est formellement convenu que, sauf dans le cas de réexpédition prévu au paragraphe 2 de l'article 7 ci-après, les lettres renfermant des valeurs déclarées ne peuvent être frappées, à la charge des destinataires, d'aucun droit postal autre que celui de remise à domicile, s'il y a lieu.

Article 5.

1° L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées peut obtenir, aux conditions déterminées par l'article 6 de la Convention du 1^{er} juin 1878, en ce qui concerne les objets recommandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de cette lettre au destinataire.

2° Le produit du droit applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'office du pays d'origine.

Article 6.

Toute déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre est interdite.

Article 7.

1° Une lettre de valeurs déclarées réexpédiée, par suite du changement de résidence du destinataire, à l'intérieur du pays de destination, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.

2° En cas de réexpédition sur un des pays contractants autre que le pays de destination, les droits d'assurance fixés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 du présent Arrangement, sont perçus sur le destinataire, du chef de la réexpédition, au profit de chacun des offices intervenant dans le nouveau transport.

3° La réexpédition, par suite de fausse direction ou de mise en rebut, ne donne lieu à aucune perception supplémentaire à la charge du public.

1878

Article 8.

1° Sauf le cas de force majeure, lorsqu'une lettre contenant des valeurs déclarées a été perdue ou spoliée, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire, a droit à une indemnité égale à la valeur déclarée.

Toutefois, en cas de perte partielle inférieure à la valeur déclarée, il n'est remboursé que le montant de la perte.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration responsable c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an, à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser, sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de la lettre portant déclaration: passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

2° L'administration qui opère le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

3° Si la perte ou la spoliation a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux administrations en cause supportent le dommage par moitié.

Il en est de même en cas d'échange en dépêches closes, si la perte ou la spoliation a eu lieu sur le territoire ou dans le service d'un office intermédiaire non responsable.

4° Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les lettres dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

Article 9.

1° Est réservé le droit de chaque pays d'appliquer aux lettres contenant des valeurs déclarées, à destination ou provenant d'autres pays, ses lois ou règlements intérieurs, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Arrangement.

2° Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des lettres contenant des valeurs déclarées. 1878

Article 10.

Chacune des administrations des pays contractants peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des valeurs déclarées, tant à l'expédition qu'à la réception et d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 11.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1 juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 12.

Les administrations des postes des pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des lettres contenant des valeurs déclarées et arrêtent toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 13.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des lettres avec valeurs déclarées. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 8 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement, autres que celles des articles 1, 2, 3, 4 et 8;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

1878 Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1^{er} juin 1878.

Article 14.

1^o Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1879.

2^o Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1^{er} juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque pays, de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3^o Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre les administrations, pour autant qu'elles ne sont pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, et sans préjudice des dispositions de l'article 9 précédent.

4^o Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le premier juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereins in Paris am 1. Jun 1878 abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen:

Artikel 1.

Aus jedem der obbezeichneten Länder können nach jeden anderen dieser Länder Briefe mit angegebenem Inhalt von Werthpapieren unter Versicherung des angegebenen Werthbetrages zur Versendung gelangen.

Die verschiedenen Verwaltungen sind berechtigt, für ihrer wechselseitigen Verkehr einen Maximalbetrag festzusetzen welcher jedoch in keinem Falle geringer als 5000 Francs für den einzelnen Brief sein darf, und sind ferner darüber einver-

standen, dass die verschiedenen bei der Beförderung beteiligten 1878 Verwaltungen nur bis zur Höhe des von ihnen selbst für den bezüglichen Wechselverkehr angenommenen Maximalbetrages haftungspflichtig sind.

Artikel 2.

1. Die Freiheit des Transits durch das Gebiet jedes der vertragschliessenden Länder ist gewährleistet, und wird die Haftungspflicht der an diesem Transporte beteiligten Verwaltungen durch die in dem nachfolgenden Artikel 8 festgesetzten Grenzen beschränkt.

Dasselbe gilt rücksichtlich des Seetransportes, insoweit dieser durch die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder bewirkt oder vermittelt wird, vorausgesetzt, dass diese Verwaltungen in der Lage sind, die Verantwortlichkeit für die Beförderung der Werthbriefe mittelst ihrer Postschiffe oder ihnen anderweitig zu Gebote stehenden Schiffe zu übernehmen.

2. Wenn die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebietes eine andere Vereinbarung nicht getroffen haben, hat die Weiterbeförderung der Briefe mit Werthangabe welche zwischen nicht angrenzenden Ländern zur Auswechslung gelangen, stets stückweise auf den zur Beförderung der gewöhnlichen Correspondenzen benützten Wegen zu erfolgen.

3. Für den Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen zwei Ländern, welche für den gewöhnlichen Verkehr sich der Vermittlung eines oder mehrerer der am gegenwärtigen Uebereinkommen beteiligten Länder bedienen oder Seepost-Verbindungen benutzen, für welche eine Haftungspflicht nicht besteht, haben die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungslandes besondere Massregeln zu vereinbaren, wie die Benützung anderer Wege, die Beförderung in geschlossenen Paketen u. s. w.

Artikel 3.

1. Die im Artikel 4 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Transitgebühren werden denjenigen Verwaltungen vergütet, welche die Briefe mit Werthangabe im Einzeltransit oder in geschlossenen Paketen weiter befördern.

2. Ausser diesen Transitgebühren hat die Verwaltung des Aufgabegebietes an die Verwaltung des Bestimmungslandes und eintretendenfalls an jede derjenigen Verwaltungen, welche bei der Beförderung zu Lande unter Uebernahme der Haftung beteiligt sind, eine Versicherungs-Gebühr von 5 Centimes für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des angegebenen Werthes zu entrichten.

1878 3. Ausserdem hat für die Beförderung auf einer oder mehreren Seepoststrouen, für die nach den Artikeln 3 und 4 des Vertrages vom 1. Juni 1878 besondere Gebühren zu entrichten sind, und für welche die den Transport leistenden oder vermittelnden Verwaltungen eine Ersatzverbindlichkeit übernommen haben, jede dieser Verwaltungen auf die Vergütung einer Seeversicherungs-Gebühr von 10 Centimes für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des declarirten Betrages Anspruch.

Artikel 4.

1. Die Taxe für Briefe mit Werthangabe muss im Voraus hinein entrichtet werden, und setzt sich zusammen:

I. aus dem Porto der Recommendations-Gebühr für recommandirte Briefe von gleichem Gewichte und mit gleichem Empfängerstimmungsorte: diese Gebühren verbleiben ungetheilt der absendenden Verwaltung;

II. aus der entfallenden Versicherungs-Gebühr: dieselbe beträgt für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des angegebenen Werthes im Verkehre zwischen angrenzenden oder solchen Ländern, welche mittelst eines directen Seepostcourses verbunden sind, 10 Centimes und im Verkehre zwischen den übrigen Ländern 25 Centimes, in beiden Fällen mit abzufälliger Hinzurechnung der im letzten Absatze des vorhergehenden Artikel 3 vorgesehenen Seeversicherungsgebühr.

Als Uebergangsmassregel ist jedoch jedem der vertragschliessenden Theile vorbehalten, mit Rücksicht auf seine Münz- und anderen Verhältnisse eine andere als die vorherzeichnete Gebühr einzuziehen, vorausgesetzt, dass dieselbe $\frac{1}{2}$ Percent der angegebenen Summe nicht übersteigt.

2. Dem Absender eines Briefes mit Werthangabe wird bei der Aufgabe ein Aufgabsrecepisse unentgeltlich ausgefertigt.

3. Es wird ausdrücklich bedungen, dass, abgesehen von dem im §. 2 des folgenden Artikels 7 vorgesehenen Falle der Nachsendung, Briefe mit Werthangabe zu Lasten der Empfänger keiner anderweitigen Postgebühr unterworfen werden dürfen, ausser jener, welche etwa für die Zustellung in die Wohnung besteuert

Artikel 5.

1. Der Absender eines Briefes mit Werthangabe kann unter den durch Artikel 6 des Vertrages vom 1. Juni 1878 festgesetzten Bedingungen eine Bescheinigung über den Empfang des Briefes seitens des Adressaten verlangen.

2. Die Gebühr für solche Empfangscheine verbleibt ungetheilt der Verwaltung des Aufgabebereiches. 1878

Artikel 6.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklich beigeschlossenen Werthes ist verboten.

Artikel 7.

1. Ein Brief mit Werthangabe, welcher aus Anlass der Veränderung der Wohnung des Adressaten im Gebiete der Bestimmungslandes nachgesendet wird, darf mit keinerlei Nachtragsporto belegt werden.

2. Im Falle der Nachsendung nach einem anderen der vertragschliessenden Länder, als dem ursprünglichen Bestimmungsland, werden aus Anlass dieser Nachsendung die durch die §§. 2 und 3 des Artikels 3 des gegenwärtigen Uebereinkommens festgesetzten Versicherungsgebühren zu Gunsten jeder der bei der neuen Beförderung beteiligten Verwaltungen vom Empfänger eingehoben.

3. Für die Nachsendung in Folge einer unrichtigen Leitung oder der Unbestellbarkeit ist keinerlei Nachtragsporto vom Publikum einzuheben.

Artikel 8.

1. Wenn ein Brief mit Werthangabe in Verlust geräth oder seines Inhaltes beraubt wird, so hat, den Fall der höheren Gewalt ausgenommen, der Aufgeber, oder auf dessen Verlangen der Empfänger Anspruch auf eine Entschädigung in der Höhe des angegebenen Werthbetrages.

Jedoch wird im Falle eines theilweisen Verlustes, welcher geringer als der angegebene Werthbetrag ist, nur der abgängige Betrag ersetzt.

Die Verpflichtung zur Auszahlung der Entschädigung liegt derjenigen Verwaltung ob, welcher das Aufgabeamt angehört. Dieser Verwaltung ist jedoch der Regress an die haftungspflichtige, d. h. an jene Verwaltung, auf deren Gebiet oder in deren Dienstbereich der Verlust oder die Beraubung stattgefunden hat, vorbehalten.

Bis zum Nachweis des Gegentheils, liegt die Haftpflicht derjenigen Verwaltung ob, welche die Sendung unbeanständet übernommen hat, und weder deren Zustellung an den Adressaten, noch eintretenden Falls die vorschriftsmässige Ueberlieferung an die folgende Verwaltung nachweisen kann.

1878 Die Zahlung der Entschädigung durch die absendende Verwaltung soll sobald als möglich, und spätestens innerhalb eines Jahres vom Tage der Reclamation an gerechnet, stattfinden. Die haftungspflichtige Verwaltung ist verpflichtet, der absendenden Verwaltung den von derselben gezahlten Ersatzbetrag ohne Verzug zu erstatten.

Jede Reclamation ist nur innerhalb der Frist eines Jahres, vom Tage der Aufgabe des Werthbriefes an gerechnet, zulässig; nach Ablauf dieser Frist hat der Absender keinen Anspruch mehr auf irgend eine Entschädigung.

2. Diejenige Verwaltung, welche für die nicht an ihre Bestimmung gelangten Briefe mit Werthangabe Ersatz geleistet hat, tritt in alle Rechte des Eigenthümers.

3. Wenn der Verlust oder die Beraubung während der Beförderung zwischen den Auswechslungs-Postanstalten zweier angrenzender Länder stattfindet, ohne dass es möglich ist, festzustellen, auf welchem der beiden Gebiete der Fall sich ereignet hat, so haben die beiden betheiligten Verwaltungen die Entschädigung zu gleichen Theilen zu leisten.

Dasselbe hat bei dem Austausch geschlossener Briefpakete stattzufinden, wenn der Verlust oder die Beraubung sich auf dem Gebiete oder innerhalb des Dienstbereiches einer nicht verantwortlichen transitleistenden Verwaltung ereignet hat.

4. Die Haftungspflicht der Verwaltungen für den Inhalt der Briefe mit Werthangabe hört auf, sobald die Empfangsberechtigten den Empfang bestätigt und die Sendung übernommen haben.

Artikel 9.

1. Es bleibt jedem Lande vorbehalten, auf Briefe mit Werthangabe nach oder aus anderen Ländern ihre internen Gesetze und Reglements in Anwendung zu bringen, insoweit dieselben durch das gegenwärtige Uebereinkommen nicht abgeändert worden sind.

2. Die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens beschränken nicht das Recht der vertragschliessenden Theile, besondere Uebereinkommen bestehen zu lassen und abzuschliessen, sowie engere Vereine zur Erleichterung des Austausches von Briefen mit Werthangabe aufrecht zu erhalten und neu zu errichten.

Artikel 10.

Jede Verwaltung den vertragschliessenden Länder kann unter aussergewöhnlichen Verhältnissen, welche eine solche Massregel rechtfertigen, den Austausch von Briefen mit Werth-

angabe vorübergehend ganz oder theilweise, sowohl was die 1878 Absendung als die Uebernahme betrifft, unter der Bedingung einstellen, dass die betheiligte Verwaltung oder die betheiligten Verwaltungen hievon unverzüglich und nöthigenfalls auf telegraphischem Wege in Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 11.

Die Vereinsländer, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht Theil genommen haben, können demselben über ihr Verlangen und in der durch Artikel XVIII des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Beitritt zum Welt-Postvereine vorgeschriebenen Weise beitreten.

Artikel 11.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder haben die Form und die Versendungsweise der Briefe mit Werthangabe zu bestimmen und alle übrigen zur Sicherung der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens erforderlichen Massregeln festzusetzen.

Artikel 13.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel XIX des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung der vertragschliessenden Länder berechtigt, den anderen betheiligten Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Austausches von Briefen mit Werthangabe zu unterbreiten. Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel I, II, III, IV und VIII handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens als derjenigen der Artikel I, II, III, IV und VIII handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt.

Die Beschlüsse werden in den ersten beiden Fällen durch eine diplomatische Erklärung und im dritten Falle durch eine Verständigung im Verwaltungswege als gültig bestätigt, wobei die im letzten Absatze des Artikels XX des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

1878

Artikel 14.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll am 1. April 1879 in Kraft treten.

2. Dasselbe soll zu derselben Zeit ratificirt werden und die gleiche Dauer haben, wie der Vertrag vom 1. Juni 1878, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechtes, von diesem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn diese Absicht ein Jahr in Vorhinein von der betreffenden Regierung der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt gegeben worden ist.

3. Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den verschiedenen vertragschliessenden Ländern oder ihren Verwaltungen vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens nicht im Einklange stehen, jedoch unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Artikels 9.

4. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll so bald als möglich ratificirt werden.

Die Auswechslung der Ratifications-Urkunden soll in Paris stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der obenaufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den ersten Juni ein tausend achthundert achtund siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

1075.

1 juin 1878.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées. *)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)
(Urtext.)

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées.

Conclu entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarck et les Colonies danoises, l'Égypte, la France et les Colonies françaises, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et les Colonies portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et la Suisse.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, et l'article 12 de l'Arrangement

*) Voir annotation pag. 322.

concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, signé à 1878 Paris, le 1^{er} juin 1878, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit arrangement.

I.

1. Les administrations postales des pays adhérents qui entretiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de l'Union, désignent aux offices des autres pays adhérents ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres contenant des valeurs déclarées, avec garantie de responsabilité.

2. Les administrations de pays contractants se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir:

1^o La nomenclature des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement se servir d'intermédiaires pour le transport des lettres de valeurs déclarées;

2^o les voies ouvertes à l'acheminement desdites lettres, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services;

3^o le total des droits d'assurance qui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'office qui leur livre les objets à *découvert*.

3. Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits d'assurance à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

4. Chaque administration doit faire connaître directement au premier office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer à *découvert* des lettres contenant des valeurs déclarées.

II.

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets, en cire fine, reproduisant un signe particulier et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe.

2. Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. Les timbres-poste employés à l'affranchissement doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure.

1878

III.

1. La déclaration des valeurs doit être exprimée en francs et centimes ou dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. Lorsque la déclaration est formulée en une monnaie autre que la monnaie de franc, l'office du pays d'origine est tenu d'en opérer la réduction en cette dernière monnaie, au pair, en indiquant, par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous des chiffres représentatifs du montant de la déclaration, l'équivalent de celle-ci en francs et centimes. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

IV.

Lorsque des circonstances fortuites ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réelle insérée dans une lettre, avis en est donné à l'administration du pays d'origine, dans le plus bref délai possible, et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

V.

1. Le poids exact, en grammes, de chaque lettre contenant des valeurs déclarées, doit être inscrit sur la lettre, par l'office d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2. La lettre est, en outre, frappée par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt et, le cas échéant, du timbre spécial en usage dans le pays d'origine pour les lettres contenant des valeurs déclarées.

3. Le bureau destinataire applique, au verso, son propre timbre, à la date de la réception.

VI.

1. L'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux servant d'intermédiaires pour l'échange des correspondances ordinaires.

2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres de valeurs déclarées doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier office intermédiaire, si cet office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article I^{er} du présent Règlement.

3. Toutefois, est réservée aux offices correspondants la faculté de s'entendre, soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement du 1^{er} juin 1878, soit pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

VII.

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées sont inscrites par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille d'envoi spéciale, conforme au modèle *B* annexé au présent Règlement, avec tous les détails que cette formule comporte.

2. Elles forment avec cette feuille un paquet spécial qui est ficelé intérieurement et enveloppé de papier solide, puis ficelé extérieurement et cacheté à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ce paquet porte pour suscription les mots « Valeurs déclarées » et, au-dessous, l'indication du poids brut en grammes. Il doit être inséré au centre de la dépêche.

3. La présence d'un tel paquet dans une dépêche est signalée au bas du tableau n° 1 de la feuille d'avis sous le titre « Recommandation d'office » et par une note ainsi conçue : « Un paquet de valeurs déclarées pesant . . . grammes. »

4. Le paquet des valeurs déclarées est réuni par un croisé de ficelle au paquet des objets recommandés, et les bouts de cette ficelle sont attachés au bas de la feuille d'avis, au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine ou sur papier gommé. À défaut d'un paquet d'objets recommandés, les bouts de la ficelle qui enveloppe extérieurement le paquet des valeurs déclarées, conformément au paragraphe 2 ci-dessus, sont scellés eux-mêmes au bas de la feuille d'avis.

5. Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre deux offices correspondants, dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux.

VIII.

1. A la réception d'un paquet de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent. Il vérifie également le poids brut du paquet.

1878 2. Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des lettres contenant des valeurs déclarées et, s'il y a lieu, à constatation des manquants ou autres irrégularités ainsi qu'à rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article XIII du Règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1^{er} juin 1878.

3. La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations respectives est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet, à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange destinataire. Un double de ce document est en même temps adressé, sous *recommandation d'office*, à l'administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange expéditeur indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau.

IX.

1. Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite de fausse direction, sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des lettres de l'espèce à l'office expéditeur, les bonifications inscrites à la feuille d'envoi de cet office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces lettres pour mémoire à son correspondant après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits d'assurance bonifiés par l'office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Les lettres des valeurs déclarées réexpédiées, par suite de changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants, sont frappées du timbre *T* par l'office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'office distributeur, d'une taxe représentant le droit d'assurance revenant à ce dernier office et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier office intermédiaire qui reçoit une valeur déclarée réexpédiée, se crédite du montant de son droit d'assurance vis-à-vis de l'office auquel il livre cette lettre; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un office intermédiaire, répète sur l'office suivant son propre droit d'assurance cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'office précédent. L.

même opération se poursuit dans les rapports entre les différents offices participant au transport jusqu'à ce que la lettre parvienne à l'office distributeur. 1878

Toutefois, si les droits d'assurance exigibles pour le parcours ultérieur d'une lettre à réexpédier sont acquittés au moment de la réexpédition, cette lettre est traitée comme si elle était adressée directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination et remise sans taxe au destinataire.

3. Toute lettre de valeurs déclarées dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent Arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

4. Les lettres de valeurs déclarées qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, sont réciproquement renvoyées aussitôt après leur mise en rebut et par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs. Ces lettres sont inscrites pour mémoire sur la feuille spéciale *B*, avec la mention «Rebuts» dans la colonne d'observations, et comprises dans le paquet intitulé «Valeurs déclarées».

X.

Jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a transmis une lettre contenant des valeurs déclarées à une autre administration est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre a été livrée, n'a pas fait parvenir, par le premier courrier, à l'administration expéditrice un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre elle-même.

XI.

Les prix dus à chaque office participant, conformément au premier alinéa de l'article 3 de l'Arrangement, pour le transit territorial ou maritime des lettres avec valeurs déclarées, sont calculés dans les conditions fixées par l'article XXII du Règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1^{er} juin 1878.

XII.

1. Chaque administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même office, un état, conforme au modèle *C* annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des administrations intéressées, s'il y a lieu,

1878 dans les droits d'assurance perçus par l'office expéditeur; soit à son débit, pour la part revenant aux offices intermédiaires, en cas de réexpédition, dans les droits d'assurance à recouvrer sur les destinataires.

2. Les états *C* sont ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte conforme au modèle *D*, également annexé au présent Règlement.

3. Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles d'envoi et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, et soumis à l'examen de l'office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général annuel par les soins de l'administration créditrice, sauf autre arrangement à prendre par les offices intéressés.

5. La liquidation du compte général des valeurs déclarées s'opère en même temps que celle du compte annuel des frais de transit ou de port étranger afférents aux correspondances ordinaires; les soldes des deux comptes dont il s'agit sont réduits par balance, toutes les fois qu'ils sont respectivement contraires.

XIII.

1. Les administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement du 1^{er} juin 1878, savoir:

1^o Le tarif des droits d'assurance, applicable dans leur service aux lettres de valeurs déclarées pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 4 de l'Arrangement du 1^{er} juin 1878 et de l'article 1^{er} du présent Règlement;

2^o le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3^o le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées, par application de l'article 1^{er} de l'Arrangement;

4^o le tableau *A* prescrit par l'article 1^{er} du présent Règlement.

2. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des quatre points ci-dessus mentionnés doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XIV.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux

autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions pour la modification ou l'interprétation du présent Règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles XIV et XV ;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles II, III, V, VI, VII, VIII, X et XI ;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XV.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 1^{er} juin 1878. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1878.

(*Suivent les signatures.*)

(Uebersetzung.)

Reglement zur Ausführung des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe,

zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark und den dänischen Colonien, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal und den portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und der Schweiz.

Die Unterzeichneten haben auf Grund des Artikels 14 des zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines abgeschlossenen Vertrages, ddo. Paris den 1. Juni 1878, und des Artikels 12 des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, geschlossen zu Paris, den 1. Juni 1878, im Namen ihrer Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnisse die folgenden Bestimmungen zur Ausführung des gedachten Uebereinkommens festgestellt.

I.

1. Die Postverwaltungen derjenigen an diesem Uebereinkommen theilnehmenden Länder, welche regelmässige zur Beförderung der gewöhnlichen Correspondenzen innerhalb des Vereinsgebietes benützte Verbindungen zur See unterhalten, bezeichnen den Verwaltungen der anderen theilnehmenden

1878 Länder diejenigen Gelegenheiten, welche zur Beförderung von Briefen mit Werthangabe gegen Uebernahme der Haftung befördert werden können.

2. Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder theilen sich gegenseitig mittelst einer dem Formulare A entsprechenden Nachweisung mit:

- a) Das Namensverzeichniss derjenigen Länder, mit welchen ein Austausch von Briefen mit Werthangabe durch ihre Vermittlung statthaben kann;
- b) die für die Beförderung dieser Briefe vom Eintritte in ihr Gebiet oder in ihren Dienstbereich an sich darbietende Wege;
- c) den Gesamtbetrag der Versicherungsgebühren, welche ihnen aus diesem Anlasse von derjenigen Verwaltung, die ihnen die Briefe stückweise überliefert, für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind.

3. Auf Grund der von den anderen Verwaltungen erhaltenen Nachweisungen A werden von jeder Verwaltung die Wege bestimmt, welche für die Beförderung ihrer Briefe mit Werthangabe zu benützen sind, sowie die vom Absender zu erhebenden Versicherungsgebühren nach Massgabe der Bedingungen, unter welchen die Beförderung vermittelt wird.

4. Jede Verwaltung hat die bei der Weiterbeförderung zuerst betheiligte Verwaltung direct in Kenntniss zu setzen nach welchen Ländern sie denselben Briefe mit Werthangabe im Einzeltransit zu überliefern beabsichtigt.

II.

1. Die Briefe mit Werthangabe müssen mit einem Umschlage versehen, und mit mehreren durch ein Petschaft des Absenders hergestellten Siegelabdrücken von feinem Lack dergestalt verschlossen sein, dass durch dieselben alle Klappen des Umschlages zusammengehalten werden.

2. Jeder Brief muss übrigens so beschaffen sein, dass seinem Inhalte ohne eine äusserliche und wahrnehmbare Beschädigung des Umschlages oder der Siegel nicht beigekommen werden kann.

3. Die zur Frankirung verwendeten Briefmarken sind in solchen Entfernungen von einander anzubringen, dass Beschädigungen des Umschlages durch dieselben nicht verdeckt werden können. Die Briefmarken dürfen auch nicht von der einen Seite des Umschlages auf die andere umgebogen werden so dass dadurch der Rand des Couverts verdeckt wird.

III.

1878

1. Die Werthangabe hat in Francs und Centimes oder in der Währung des Ursprungslandes zu erfolgen und muss vom Absender auf der Adresse in Buchstaben und Ziffern ohne Rasur oder Abänderungen, selbst wenn letztere anerkannt würden, geschrieben sein.

Wenn die Werthangabe in einer anderen als der Frankenwahrung stattgefunden hat, so ist die Postanstalt des Ursprungslandes verpflichtet, die Umwandlung in die Frankenwahrung nach dem Paricurse vorzunehmen und durch neue Zahlen neben oder unter die ursprüngliche Werthangabe den reducirten Betrag in Francs und Centimes anzugeben.

Diese Bestimmung hat jedoch auf den directen Verkehr zwischen Ländern mit der gleichen Währung keine Anwendung.

IV.

Wenn durch zufällige Umstände oder durch die Reclamationen der Betheiligten das Vorhandensein einer in betrüglicher Absicht vorgenommenen Angabe eines höheren als des in dem Briefe wirklich vorhandenen Werthes entdeckt wird, so ist der Verwaltung des Aufgabegebietes, und zwar in kürzester Frist und eintretendenfalls unter Beischluss der für die Untersuchung erforderlichen Belege, Nachricht zu geben.

V.

1. Auf jedem Briefe mit Werthangabe hat das Aufgabepostamt in der linken oberen Ecke der Adresse das genaue Gewicht in Grammen anzusetzen.

2. Nebstdem hat das Aufgabepostamt die Briefe auf der Adressseite mit einem den Ort und das Datum der Aufgabe anzeigenden Stempel und vorkommendenfalls mit einem Abdruck des im Aufgabegebiete für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempels zu versehen.

3. Das Abgabepostamt hat auf der Rückseite den eigenen Datumsstempel beizudrucken.

VI.

1. Die Auswechslung von Briefen mit Werthangabe zwischen Grenz- oder solchen Ländern, welche durch einen directen Seeposteurs verbunden sind, hat durch Vermittlung der auch zur Auswechslung der gewöhnlichen Correspondenzen dienenden Postämter zu erfolgen.

2. Im Verkehr mit jenen Ländern, welche durch eine oder mehrere vermittelnde Verwaltungen getrennt sind.

1878 müssen die Briefe mit Werthangabe stets auf dem kürzesten Wege befördert und stückweise der ersten Transitverwaltung ausgeliefert werden, wenn diese Verwaltung in der Lage ist, die Weiterbeförderung unter den im Artikel I das gegenwärtigen Reglements vorgesehenen Bedingungen zu besorgen.

3. Es steht jedoch den einzelnen im gegenseitigen Verkehre stehenden Verwaltungen frei, sich über die Auswechslung von Briefen mit Werthangabe in geschlossenen Paketen, mittelst der Course eines oder mehrerer Transitländer, ob diese dem Uebereinkommen vom 1. Juni 1878 beigetreten sind oder nicht, zu verständigen, oder deren stückweise Auslieferung auf anderen Wegen in dem Falle zu bewirken, als diese Art der Beförderung auf dem directen Wege keine Sicherheit für die Haftung bezüglich der ganzen Beförderungsstrecke bieten würde.

VII.

1. Die Briefe mit Werthangabe werden von der absendenden Auswechslungs-Postanstalt in eine dem Formulare *B* des gegenwärtigen Reglements entsprechende besondere Karte mit allen durch dieses Formulare angezeigten Details eingetragen.

2. Die Briefe haben mit dieser Karte ein besonderes Paket zu bilden, welches innen zu verschnüren, in festes Papier zu verpacken, sodann auch von aussen zu umschnüren und mit dem Petschafte des absendenden Auswechslungs-Postamtes mittelst harten Wachses auf allen Klappen zu versiegeln ist.

Dieses Paket hat die Aufschrift: »Briefe mit Werthangabe« und darunter die Angabe des Bruttogewichtes in Grammen zu enthalten und muss in der Mitte des Kartenschlusses verpackt werden.

3. Das Vorhandensein eines solchen Paketes im Kartenschlusse wird am Schlusse der Abtheilung I der Briefkarte unter der Ueberschrift: »Aemtliche Recommandation« und durch den Vermerk: »Ein Paket mit Briefen, mit Werthangabe, im Gewichte von . . . Gramm« ersichtlich gemacht.

4. Das Paket mit den Briefen mit Werthangabe wird an das Paket mit den recommandirten Gegenständen kreuzweise gebunden und die Enden des Bindfadens am unteren Rande der Briefkarte mittelst eines Siegelabdruckes von hartem Wachs oder mittelst einer Siegelmarke befestigt.

Ist kein Paket mit recommandirten Gegenständen vorhanden, so werden die Enden des Bindfadens, mit welchem

das Paket mit den Briefen mit Werthangabe gemäss des 1878 vorstehenden Punktes 2 von aussen verschnürt ist, am unteren Rande der Briefkarte angesiegelt.

5. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels können im gemeinsamen Einverständnisse zweier im Wechselverkehre stehenden Verwaltungen geändert werden, falls dieselben mit den besonderen Vorschriften Einer dieser Verwaltungen nicht im Einklange stehen.

VIII.

1. Bei der Uebnahme eines Paketes mit Briefen mit Werthangabe hat das empfangende Auswechslungs-Postamt zunächst zu prüfen, ob dieses Paket nach seiner äusseren Beschaffenheit oder seiner Verpackung keine Unregelmässigkeit erkennen lässt, und ob den Bestimmungen, welchen die Beförderung nach dem vorhergehenden Artikel unterliegt, entsprochen worden ist. In gleicher Weise hat es das Bruttogewicht des Paketes zu überprüfen.

2. Dieses Amt hat hierauf zur Prüfung jedes einzelnen Briefes mit Werthangabe und gegebenenfalls zur Sicherstellung des Abganges oder anderer Unregelmässigkeiten, sowie zur Richtigstellung der Karten zu schreiten, wobei die (für die recommandirten Briefe) durch Artikel XIII des Reglements zur Ausführung des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgeschriebenen Bestimmungen zu beobachten sind.

3. Die Sicherstellung eines Abganges oder einer solchen Veränderung oder Unregelmässigkeit, durch welche die Haftpflicht der betreffenden Verwaltungen in Anspruch genommen werden könnte, hat mittelst eines Thatbestands-Protokolles zu erfolgen. Letzteres ist unter Beischluss der Umschläge, der Bindfaden und der Siegel an die Centralverwaltung desjenigen Landes zu übersenden, welcher das empfangende Auswechslungs-Postamt untersteht. Eine Abschrift dieses Schriftstückes ist gleichzeitig unter amtlicher Recommendation derjenigen Centralverwaltung zu übersenden, welcher das absendende Auswechslungsamt untersteht, unabhängig von der sofort an das letztere zu richtenden Rückmeldung.

IX.

1. Unrichtig geleitete Briefe mit Werthangabe sind auf dem schnellsten der umkartirenden Postverwaltung zu Gebote stehenden Wege an ihre Bestimmung zu befördern. Sind in Folge der Nachsendung die in Frage stehenden Briefe an die absendende Verwaltung zurückzuleiten, so werden die in

1878 der Karte des Ursprungslandes eingetragenen Vergütungs beträge gestrichen, und das nachsendende Auswechslungs Postamt hat nach der mittelst einer Rückmeldung veranlasster Anzeige des unterlaufenen Fehlers die Briefe in der Karte, jedoch ohne Anrechnung an das betreffende Postamt zurückzuleiten. Wenn jedoch im entgegengesetzten Falle die dem nachsendenden Auswechslungs-Postamte vergüteten Gebühren zur Deckung der, diesem durch die Nachsendung obliegenden Vergütungen nicht genügen, hat sich dasselbe den fehlenden Betrag als Forderung zugute zu schreiben, indem es den zu seinen Gunsten in der Karte des absendenden Auswechslungs-Postamtes angesetzten Betrag entsprechend erhöht. Der Grund dieser Richtigstellung wird dem genannten Amte mittelst einer Rückmeldung bekannt gegeben.

2. Briefe mit Werthangabe, welche in Folge der Veränderung des Wohnortes des Adressaten nach einem anderen vertragschliessenden Länder nachgesendet werden, sind von dem die Nachsendung bewirkenden Amte mit dem Stempel *T* zu bedrucken und zu Lasten der Adressaten vom Postamte des Bestimmungsortes mit jener Taxe zu belegen, welche aus der diesem letzteren Lande und ein tretendenfalls jedem der Transitländer zustehenden Versicherungsgebühr gebildet wird. Im letzteren Falle schreibt sich die erste Transitverwaltung, welche den nachgesendeten Werthbrief erhält, den Betrag der ihr zukommenden Versicherungsgebühr auf Rechnung derjenigen Verwaltung zugute, an welche sie diesen Brief überliefert; wenn diese letztere gleichfalls nur weiter vermittelt, nimmt sie von der folgenden Verwaltung die ihr zukommende, sowie jene Versicherungsgebühr in Anspruch, welche ihr von der vorhergehenden Verwaltung angerechnet worden ist. Dasselbe Verfahren wiederholt sich bei allen am weiteren Transporte beteiligten Verwaltungen, bis der fragliche Brief an das Abgabe-Postamt gelangt.

Werden indessen die für die weitere Beförderungsstrecke eines nachzusendenden Werthbriefes entfallenden Versicherungsgebühren vor der Nachsendung erlegt, so wird der Brief so behandelt, als wenn er aus dem nachsendenden Lande direct nach dem Bestimmungslande gerichtet gewesen wäre, und dem Adressanten ohne Anrechnung irgend einer Taxe zu gestellt.

3. Jeder Brief mit Werthangabe, dessen Adressat nach einem, dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht beigetretenen Lande abgereist ist, wird zum Behufe der Rück

stellung an den Aufgeber sofort als unanbringlich an das 1878
Aufgabeamt zurückgesendet, falls nicht das Amt des ersten
Bestimmungsortes in der Lage ist, ihn an seine Bestimmung
gelangen zu lassen.

4. Briefe mit Werthangabe, welche dem Adressaten aus
irgend einem Grunde nicht zugestellt werden können, sind,
sobald ihre Unbestellbarkeit feststeht, gegenseitig durch
Vermittlung der betreffenden Auswechslungs-Postanstalten
zurückzusenden.

Diese Briefe werden in die Karte *B* mit dem in der
Spalte »Bemerkungen« zu machenden Vormerke: »*Rebuts*«
eingetragen, und in das Paket für »Briefe mit Werthangabe«
aufgenommen.

X.

Bis zur Führung des Gegenbeweises ist diejenige Ver-
waltung, welche einer anderen Verwaltung einen Brief mit
Werthangabe überliefert hat, jeder Verantwortlichkeit für den
Inhalt enthoben, wenn das Auswechslungs-Postamt, welchem
der Werthbrief übergeben worden ist, nicht mit umgehender
Post der absendenden Verwaltung das Thatbestands-Protokoll
übersendet hat, mit welchem der Abgang oder die Beschädi-
gung entweder des ganzen Werthbriefpakets oder nur des
betreffenden Briefes constatirt worden ist.

XI.

Die Vergütung, welche jeder der beteiligten Ver-
waltungen in Gemässheit des ersten *Alinea* des Artikels III
des Uebereinkommens, für den Land- oder Seetransit der
Briefe mit Werthangabe zuzukommen hat, wird auf Grund
der Bestimmungen des Artikels XXII des Reglements zur
Ausführung des Vertrages vom 1. Juni 1878 berechnet.

XII.

1. Jede Verwaltung lässt monatlich von jedem ihrer Aus-
wechslungs-Postämter für alle Kartenschlüsse, welche diese
Postämter von den Aemtern einer und derselben Verwaltung
empfangen haben, nach dem, dem gegenwärtigen Reglement
beigeschlossenen Formular *C* ein Verzeichniss derjenigen
Beträge aufstellen, welche sie auf Grund der Eintragung in
den Karten für sich selbst und für jede der beteiligten Ver-
waltungen von den durch die absendende Verwaltung er-
hobenen Versicherungsgebühren zu fordern hat, ebenso der-
jenigen Beträge, welche sie im Falle der Nachsendung aus

1878 den von den Adressaten einzuhebenden Versicherungsgebühren an die vermittelnden Verwaltungen zu vergüten hat.

2. Die Verzeichnisse *C* werden sodann von derselben Verwaltung in eine dem dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *D* entsprechende Abrechnung aufgenommen.

3. Diese Abrechnungen, belegt mit den monatlichen Aufstellungen, den Karten und den zu letzteren allfällig gehörigen Rückmeldungen werden im Laufe des auf den Monat der Abrechnung folgenden Monats der betreffenden Verwaltung zur Prüfung übersendet

4. Nachdem die monatlichen Abrechnungen gegenseitig geprüft und anerkannt worden sind, werden dieselben in eine jährliche Generalabrechnung zusammengefasst, und zwar, wenn von den beteiligten Verwaltungen keine andere Vereinbarung getroffen worden ist, von derjenigen Verwaltung, für welche eine Forderung entfällt.

5. Die Begleichung der Generalabrechnung über die Briefe mit Werthangabe hat zu gleicher Zeit, wie jene der Jahresabrechnung über die Transitgebühren und das fremde Porto für die gewöhnlichen Correspondenzen zu erfolgen; die Ergebnisse der erwähnten beiden Abrechnungen werden stets, wenn sie entgegengesetzter Art sind, von einander abgezogen.

XIII.

1. Die Verwaltungen haben sich durch Vermittlung des internationalen Bureau und wenigstens drei Monate vor Ausführung des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 gegenseitig mitzuthemen:

- a) Ein Verzeichniss der Versicherungsgebühren, welche von ihnen in Gemässheit des Artikels 4 des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 und des Artikels 1 des gegenwärtigen Reglements für Briefe mit Werthangabe nach einem jeden der vertragschliessenden Länder eingehoben werden;
- b) eintretendenfalls einen Abdruck des in ihrem Verkehre für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempels;
- c) den in Gemässheit des Artikels 1 des Uebereinkommens festgesetzten Maximalbetrag, bis zu welchem sie Briefe mit Werthangabe zulassen;
- d) die durch Artikel 1 des gegenwärtigen Reglements vorgeschriebene Nachweisung *A*.

2. Jede in der Folge eintretende Aenderung bezüglich 1878 des einen oder des anderen der vorerwähnten vier Punkte muss auf demselben Wege ohne Verzug mitgetheilt werden.

XIV.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 der Uebereinkunft vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist die Postverwaltung jedes Vereinslandes berechtigt, den anderen beteiligten Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureau Vorschläge behufs Abänderung oder Auslegung des gegenwärtigen Reglements zu machen.

Um indessen vollstreckbar zu werden, muss die Annahme dieser Vorschläge erfolgt sein:

1. Mit Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderungen der Artikel XIV und XV handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Artikel II, III, V, VI, VII, VIII, X und XI handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um Abänderung der anderen Artikel oder um die Auslegung verschiedener Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements handelt.

Die Giltigkeit der Beschlüsse wird durch eine einfache Benachrichtigung des internationalen Bureau an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

XV.

Das gegenwärtige Reglement tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem das Uebereinkommen vom 1. Juni 1878 ausgeführt wird.

Dasselbe soll die gleiche Dauer wie das Uebereinkommen haben, sofern dessen weitere Giltigkeit nicht im gemeinsamen Einverständnisse der beteiligten Verwaltungen anerkannt wird.

So geschehen zu Paris, den 1. Juni 1878.

(Folgen die Unterschriften.)

1878 Absendende Verwaltung Verwaltung des Bestimmungsl
Office expéditeur du présent tableau. Office d'itinéraire du présent t

A.

Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen 1
angrenzenden Ländern.

Échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre pay
limitrophes.

Nachweisung der Bedingungen, unter welchen der Postverwaltung von
durch die Postverwaltung von Briefe mit Werthangabe stückwei
den an dem Uebereinkommen von bethelligten Ländern zur Ver
überliefert werden können.

Tableau indiquant les conditions auxquelles peuvent être transmises à découvert à l'office des
par l'office des Postes d des lettres
nant des valeurs déclarées à destination de ceux des pays participant à l'arrangement du
par rapport auxquels le premier Office est à même de servir d'intermédiaire au second.

Bestimmungs- länder Pays de destination	Beförderungsweg Voies de transmission	Bezeichnung der- jenigen Transit- länder und Seepost- verbindungen, für deren Benützung be- sondere Gebühren zu vergüten sind, und für welche Er- satzverbindlichkeit besteht Designation de pays intermédiaires et des services maritimes dont l'emploi en- traîne rémunération spéciale avec garantie	Gesamtbetrag der zu vergütenden Versicherungs- gebühren von der Verwaltung an die Verwaltung Total des droits d'assurance à bonifier par l'office à l'office	Bemerkun- Observati
1	2	3	4	5

1878

Fortlaufende Nummer Nombres d'ordre	Stempel der Aufgabe Timbre d'origine	Name der Adressaten Noms des destinataires	Bestimmungsorte Lieux de destination	Gewicht jedes einzelnen Briefes Poids de chaque lettre	Betrag des angegebenen Werthes Montant des valeurs declarees		Versicherungsgebühr zu vergüten Droits d'assurance à bonifier				Be ku rat
							von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung par l'office expéditeur à l'office correspondant		von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung par l'office correspondant à l'office expéditeur		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
					fl. fr.	kr. c.	fl. fr.	kr. c.	fl. fr.	kr. c.	
				Uebortrag . Report . .							
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
				Summe . Totaux .							

Name des absendenden Beamten :
Les Employés du bureau expéditeur :

Name des empfangenden Beamten :
Les Employés du bureau destinat

Postverwaltung
Administration des Postes.
von
d

C.

Verkehr mit der Verwaltung 1878
Correspondance avec l'office.
von
d

Monatliche Aufstellung

einseitigen Schuldsigkeiten der Postverwaltung von auf Grund der Versicherungsgebühren
Postverwaltung von
se mit Wertabgabe, überliefert von den Auswechslungs-Postämtern der ersteren Verwaltung
Auswechslungs-Postamt
Monat 187

État mensuel

Posten, die sich gegenseitig zwischen der Administration des Postes d
Administration des Postes d à titre de droits d'assurance pour les lettres
surs déclarées, livrées par les bureaux d'échange dépendant de la première administration au
d'échange
Mois d 187

Num- mer des feuilles moi	I. Guthaben der empfangenden Ver- waltung (Colonne 7 des Formulare B) I. Avoir de l'office destinataire (Colonne 7 de la formule B)						II. Guthaben der absendenden Ver- waltung (Colonne 8 des Formulare B) II. Avoir de l'office expéditeur (Colonne 8 de la formule B)						Bemer- kungen Observations	
	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de	Kartenschluss von Büro des Bureau de			
	fr.	e.	fr.	e.	fr.	e.	fr.	e.	fr.	e.	fr.	e.		
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10-31														
Summe nach Arten- lassen oder par Korrespondants														
Unterschied jedes Büros general avoir														
Bezug zu den der Abrechnung relative au l'office destinataire														

Stempel des
empfangenden Auswechslungsamtes
Le bureau d'échange destinataire

Der Vorstand des
empfangenden Auswechslungsamtes
Le chef du bureau d'échange destinataire



1878 Postverwaltung
Administration des Postes
von — d

Verkehr mit der Postverwaltung
D. Correspondance avec l'office
von — d

Recapitulation

der monatlichen Aufstellungen der Lieferkarten über die Briefe mit Werthangabe abgefertigt . . .
durch die Auswechslungs-Postämter an die Auswechslungs-Postämter

Monat 187

Compte

récapitulatif des états mensuels des feuilles d'envoi des valeurs déclarées, adressées par les bureaux
d'échange aux bureaux d'échange

Mois de 187

Fortlaufende Nummer Numeros d'ordre	Bezeichnung der empfangenden Aus- wechslungs-Postämter <i>Désignation des bureaux d'échange destinataires</i>	Betrag der nach den monat- lichen Aufstellungen der empfangenden Verwaltung zukom- menden Gebühren <i>Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office destinataire</i>	Fortlaufende Nummer Numeros d'ordre	Bezeichnung der empfangenden Aus- wechslungs-Postämter <i>Désignation des bureaux d'échange destinataires</i>	Betrag der nach den monat- lichen Aufstellungen der empfangenden Verwaltung zukom- menden Gebühren <i>Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office destinatoire</i>
1				Uebertrag . .	
2				Report . .	
3			21		
4			22		
5			23		
6			etc.		
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
	Fürtrag . . Total à reporter . .			Fürtrag . . Total à reporter . .	

1076.

1878

4 juin 1878.

Convention concernant l'échange des mandats de poste.
Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879; les
ratifications échangées à Paris, le 29 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen,
geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark,
Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg,
Norwegen, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

(Abgeschlossen zu Paris am 4. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu
Wien am 8. Juni 1879; die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. April 1879.

(Urtext.)

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des
pays ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue
à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la révision du pacte fondamen-
tal de l'Union générale des Postes, ont, d'un commun accord
et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste
et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants
qui conviennent d'établir ce service, est régi par les disposi-
tions du présent Arrangement.

Article 2.

1^o En principe, le montant des mandats doit être versé
par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais
chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer
elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal
dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant,
de la différence de cours.

2^o Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs
effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respec-
tive de chaque pays.

3^o Sauf arrangement contraire entre les administrations
intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la
monnaie métallique du pays où le paiement doit avoir lieu.
A cet effet, l'administration du pays d'origine détermine elle-
même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en
monnaie métallique du pays de destination.

1878 4° Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1° La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions le cas échéant.

Toutefois, les administrations des pays contractants sont autorisées à percevoir au minimum 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2° L'administration qui a délivré des mandats, paye l'administration qui les a acquittés, la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3° Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou de destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1^{er} du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le paiement à domicile, s'il y a lieu.

Article 4.

1° Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier par l'administration qui est reconnue redevable envers un autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2° A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3° En cas de non-paiement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts

à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour 1878 ou le paiement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 p. % l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Article 5.

1° Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2° Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement requises à l'administration qui a délivré ces mandats.

Article 6.

Les stipulations du présent Arrangement ne portant pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'échange des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 7.

Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 8.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1^{er} juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 9.

Les administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4

1878 et toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 10.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1^o L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du présent Arrangement;

2^o les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11;

3^o la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1^{er} juin 1878.

Article 11.

1^o Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1879.

2^o Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1^{er} juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3^o Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers gouvernements ou administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 6.

4^o Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les Signatures.)

Uebersetzung.)

1878

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines in Paris am 1. Juni d. J. abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen.

Artikel 1.

Die Uebermittlung von Geldbeträgen mittelst Postanweisungen zwischen denjenigen der vertragschliessenden Länder, welche sich über die Einführung des Postanweisungsdienstes einigen, wird durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens geregelt.

Artikel 2.

1. Im Allgemeinen gilt der Grundsatz, dass die Postanweisungsbeträge von den Aufgebern in baarem Gelde eingezahlt und in gleicher Weise an die Empfänger ausbezahlt werden; jedoch hat jede Verwaltung das Recht, die Ein- und Auszahlungen in Papiergeld, welches in ihrem Lande gesetzlichen Cours hat, unter Berücksichtigung der allfälligen Coursdifferenzen stattfinden zu lassen.

2. Der Betrag einer Anweisung darf 500 Francs in klingender Münze oder die diesem Betrage in der betreffenden Landeswährung nächstkommende Summe nicht übersteigen.

3. Insoweit zwischen den betheiligten Verwaltungen nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, werden die Postanweisungsbeträge in der Metallwährung desjenigen Landes ausgedrückt, in welchem die Auszahlung stattfinden soll. Zu diesem Zwecke bestimmt die Verwaltung des Ursprungslandes das Verhältniss, nach welchem eintretenden Falls die Umwandlung der eigenen Währung auf die Metallwährung des Bestimmungslandes zu erfolgen hat.

4. Jedem der vertragschliessenden Länder steht das Recht zu, im eigenen Gebiet die Uebertragung des Eigenthums der aus einem anderen Lande herrührenden Anweisungen durch Indossirung an dritte Personen als zulässig zu erklären.

Artikel 3.

1. Die Taxe, welche der Aufgeber für jede auf Grund des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung zu zahlen hat, wird im Allgemeinen auf 25 Centimes (Metallwährung) für je 25 Francs oder einen Theil von 25 Francs, beziehungsweise auf den entsprechenden Betrag in der Wäh-

1878 rung der vertragschliessenden Länder festgesetzt, wobei allfällige sich ergebende Bruchtheile abgerundet werden dürfen.

Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder sind jedoch ermächtigt, mindestens 50 Centimes für jede den Betrag von 50 Francs nicht übersteigende Anweisung einzuheben.

2. Die Verwaltung, bei welcher Postanweisungsbeträge eingezahlt worden sind, vergütet derjenigen Verwaltung, welche dieselben ausgezahlt hat, die Hälfte der auf Grund des vorhergehenden Paragraphen erhobenen Gebühren.

3. Die Postanweisungen und die auf den Anweisungen gegebenen Empfangsbestätigungen, sowie die den Aufgebenden ausgefolgten Aufgabsrecepisse dürfen zu Lasten der Aufgebenden oder der Empfänger keiner anderen Taxe oder Gebühr als die im §. 1 des gegenwärtigen Artikels festgesetzten Taxe unterworfen werden, ausgenommen die Bestellgebühr für die allfällige in der Wohnung des Adressaten geleistete Zahlung.

Artikel 4.

1. Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder stellen in den durch das nachfolgende Reglement festgesetzten Zeiträumen Abrechnungen auf, in welche alle durch ihre Postanstalten ausbezahlten Anweisungsbeträge, sowie die bei der Aufgabe eingehobenen Taxen zusammengefasst werden. Nach gegenseitiger Prüfung und endgiltiger Feststellung dieser Abrechnungen hat, insofern nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, die Saldirung seitens derjenigen Verwaltung, welche einer anderen Zahlung zu leisten hat, in der klingenden Münze desjenigen Landes, für welches sich ein Forderung ergibt, und zwar innerhalb der durch dieses Reglement festgesetzten Frist zu erfolgen.

2. Zu diesem Zwecke wird, wenn die Postanweisungen in verschiedenen Währungen ein-, beziehungsweise ausgezahlt worden sind, die geringere Forderung in die Währung der grösseren Forderung umgewandelt, und zwar nach dem mittleren Wechselcourse, welcher in der Hauptstadt des die Zahlung schuldenden Landes zu jener Zeit bestanden hat, auf welche sich die Abrechnung bezieht.

3. Falls der Saldo einer Abrechnung nicht innerhalb der festgesetzten Fristen gezahlt werden sollte, so ist deren Betrag zu verzinsen, und zwar vom Tage des Ablaufes dieser Fristen an gerechnet, bis zu dem Tage, an welchem die Zahlung erfolgt. Diese Zinsen werden mit fünf vom Hundert jährlich berechnet, und in die nächste Abrechnung zu Lasten der in Rückstände befindlichen Verwaltung aufgenommen.

Artikel 5.

1878

1. Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Aufgebern bis zu deren ordnungsmässiger Auszahlung an die Empfänger oder deren Bevollmächtigte Haftung geleistet.

2. Die bei den Postverwaltungen eingezahlten Postanweisungs-Beträge, welche von den dazu berechtigten Personen nicht innerhalb der durch die Gesetze und Reglements des Ursprungslandes festgesetzten Fristen reclamirt worden sind, verbleiben endgiltig derjenigen Verwaltung, bei welcher die Einzahlung stattgefunden hat.

Artikel 6.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens soll das Recht der vertragschliessenden Theile, besondere Abkommen unter sich aufrecht zu erhalten und neu abzuschliessen, sowie engere Vereine zum Zwecke des Austausches von telegraphischen Postanweisungen, oder zur Erleichterung des internationalen Postanweisungs-Verfahrens überhaupt, fortbestehen zu lassen oder neu zu errichten, nicht beschränkt werden.

Artikel 7.

Jeder Verwaltung steht das Recht zu, unter ausserordentlichen Verhältnissen, welche zur Rechtfertigung einer solchen Massregel geeignet sind, das Postanweisungs-Verfahren vorübergehend ganz oder theilweise einzustellen, unter der Bedingung, dass die betheiligten Verwaltungen hievon unverzüglich, nöthigenfalls auf telegraphischem Wege in die Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 8.

Denjenigen Vereinsländern, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht Theil genommen haben, ist über ihr Verlangen und in der im Artikel 18 des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Eintritt in den Welt-Postverein vorgeschriebenen Weise der Beitritt gestattet.

Artikel 9.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder haben, jede für ihren Verwaltungsbereich, die Postanstalten, bei welchen auf Grund der vorhergehenden Artikel Postanweisungs-Beträge ein- und ausgezahlt werden können, zu bezeichnen. Dieselben haben die Form und die Beförderungsweise der Postanweisungen, sowie die Form der im Artikel 4

1878 bezeichneten Abrechnungen zu regeln, und alle weiteren Vorschriften festzusetzen, welche nothwendig sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens zu sichern.

Artikel 10.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, hat jede Postverwaltung der vertragschliessenden Länder das Recht, den anderen theilnehmenden Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Postanweisungs-Verfahrens zu machen.

Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um die Abänderung der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen, als jener der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt. Die Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung und im dritten Falle durch eine Verständigung im Verwaltungswege als gültig bestätigt, wobei die im letzten Absatze des Artikels 20 des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

Artikel 11.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll am 1. April 1879 in Kraft treten.

2. Dasselbe soll zu derselben Zeit ratificirt werden, und auf die gleiche Dauer in Wirksamkeit bleiben, wie der Vertrag vom 1. Juni 1878, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechtes, von diesem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn diese Absicht ein Jahr in Vorhinein von der betreffenden Regierung der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt gegeben worden ist.

3. Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den verschiedenen Regierungen oder Verwaltungen der vertragschliessenden Theile vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens im Widerspruche stehen, jedoch unbeschadet der durch Artikel 6 vorbehaltenen Rechte.

4. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll sobald als 1878 möglich ratificirt werden. Die Auswechslung der Ratificationen wird in Paris erfolgen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben aufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den vierten Juni ein tausend achthundert acht und siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

Nos visis et perpensis conventionum praedictarum articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in urbe Vienna die octava mensis aprilis, anno millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p.



Andrássy m. p.

(Context.)

Protocole Final.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1^{er} avril 1879.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne se sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

III. Dans les cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Laboan, Hong-Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

1878 En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient, étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

Paris, le 1^{er} juin 1878.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung)

Schlussprotokoll.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der Länder, welche heute den Pariser Vertrag unterzeichnet haben, sind über Folgendes übereingekommen:

I. Persien, welches dem Verein bereits angehört, aber auf dem Congresse nicht vertreten ist, soll gleichwohl den Vertrag später unterzeichnen können, vorausgesetzt, dass es seinen Beitritt durch einen diplomatischen Act bei der schweizerischen Regierung vor dem 1. April 1879 erklärt.

II. Die dem Vereine nicht angehörigen Länder, welche ihren Beitritt vertagt, oder sich noch nicht erklärt haben, können dem Vereine beitreten, sobald sie die im Artikel 18 des Vertrages vorgesehenen Bedingungen erfüllt haben.

III. Für den Fall, als der eine oder der andere der vertragsschliessenden Theile den Vertrag nicht ratificiren sollte, bleibt derselbe nichtsdestoweniger für alle übrigen Theile verbindlich.

IV. Die verschiedenen britischen Colonien, welche ausser Canada und Britisch-Indien an dem Verträge Theil nehmen, sind: Ceylon, Straits Settlements, Labuan, Hongkong, Mauritius und Zugehör, die Bermudas-Inseln, Britisch-Guyana, Jamaica und Trinidad.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten das gegenwärtige Schlussprotokoll aufgenommen, welches dieselbe Kraft und dieselbe Gültigkeit haben soll, als wenn die in demselben enthaltenen Bestimmungen in den Vertrag selbst aufgenommen worden wären, und wurde dieses Schlussprotokoll in einem Exemplare unterzeichnet, welches in dem Archive der französischen Regierung aufbewahrt und jedem Theile in Abschrift zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

1077.

4 juin 1878.

1878

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste. *)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

(Urtext.)

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste,

conclu entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Égypte, la France et les Colonies françaises, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, et l'article 9 de l'Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Paris, le 4 juin 1878, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Un récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement des sommes, en échange desquelles un mandat de poste international est émis, doit être délivré sans frais au déposant, dans la forme adoptée par chaque administration.

II.

1. Les mandats de poste internationaux sont établis sur une formule conforme ou analogue au modèle A n° 1, annexé au présent Règlement. Néanmoins, les administrations qui le préfèrent, peuvent adopter une formule conforme ou analogue au modèle A n° 2, également annexé au présent Règlement.

2. Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées en langue française, doivent porter une traduction surlinéaire dans cette langue; et les inscriptions manuscrites que leur texte comporte, doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères romains, suivant le cas, sans rature ni surcharge, même approuvées.

3. La taxe perçue pour chaque mandat doit être indiquée en monnaie du pays d'origine et à l'angle droit supérieur du recto du titre.

4. Il est interdit de consigner, soit sur les mandats, soit sur les coupons adhérents à la formule A n° 1, d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules,

*) Voir annotation pag. 322.

1878 et notamment toute mention pouvant tenir lieu de correspondance ou de note particulière de l'envoyeur au destinataire des fonds. Toutefois, les administrations qui ont admis, jusqu'à présent, un usage plus étendu du coupon, dans leurs rapports réciproques, peuvent maintenir cette mesure, d'un commun accord.

III.

L'emploi de la formule *A* n° 1 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

- a) Transmission des mandats aux bureaux destinataires, à découvert ou, sur la demande de l'office destinataire, sous une enveloppe conforme au modèle *B* ci-annexé ;
- b) réunion en un seul paquet de tous les mandats à comprendre dans chaque dépêche, après subdivision, s'il y a lieu, en autant de liasses qu'il y a de pays destinataires ;

2° Pour l'administration du pays de destination, livraison et paiement du mandat à l'ayant droit, selon les règles applicables au service intérieur ou adoptées spécialement à cet égard par cette administration.

IV.

L'emploi de la formule *A* n° 2 entraîne avec lui des obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

Établissement immédiat, pour chaque mandat délivré, d'un avis d'émission conforme au modèle *C*, annexé au présent Règlement, et transmission de cet avis au bureau payeur par le premier courrier et sous une enveloppe conforme au modèle *D*, ci-annexé également ;

2° Pour l'administration du pays de destination :

- a) Paiement contre remise, par l'ayant droit, du mandat dûment acquitté, et moyennant que l'avis d'émission respectif soit en la possession du bureau destinataire, que les inscriptions du mandat soient reconnues conformes à celles de l'avis d'émission et que le porteur du mandat puisse justifier son droit au paiement par l'indication du nom et du prénom ou de la raison sociale, tant de l'expéditeur que du destinataire ;
- b) en cas de non-arrivée d'un avis d'émission, réclamation d'un duplicata au bureau d'origine, au moyen d'une formule conforme au modèle *E*, annexé au présent Règlement, et expédiée sous une enveloppe *B*.

V.

1878

1. Les mandats dont le payement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes :

1^o Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;

2^o différences ou omissions de noins ou de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat ;

3^o ratures ou surcharges dans les inscriptions ;

4^o omissions de timbres ou de signatures ;

sont régularisés par les soins de l'administration qui les a émis.

2. A cet effet, ces mandats sont renvoyés sous recommandation d'office, le plus tôt possible, au bureau d'origine par le bureau de destination. Les deux administrations postales en cause doivent être averties de ce renvoi et de la suite donnée.

VI.

1. Les mandats sont valables pendant un délai de trois mois à partir du jour de leur émission. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.

2. Passé ce terme, ils ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration qui les a émis et à la requête de l'administration dont dépend le bureau destinataire.

VII.

1. Les mandats peuvent être remboursés aux envoyeurs sur la demande de ceux-ci aussitôt que l'administration du pays d'origine est rentrée en possession du titre non payé et, le cas échéant, de l'avis d'émission.

2. Pour obtenir le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit, l'envoyeur doit fournir, avec son récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement, une attestation du destinataire, portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été adiré ou détruit après réception. L'administration du pays d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'office de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

3. À défaut du remboursement prévu par le paragraphe 2 précédent, les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, sur la demande de l'envoyeur ou du destinataire, par des autorisations de payement ou des duplicata que

27*

1878 délivre l'administration du pays d'origine, après avoir constaté d'accord avec l'administration du pays de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé.

VIII.

1. Chaque administration dresse, à la fin de chaque mois, pour chacune des autres administrations, un compte particulier conforme au modèle *F* annexé au présent Règlement et sur lequel sont récapitulés et, autant que possible, classés par ordre alphabétique des noms des bureaux, d'émission, tous les mandats payés pas ses bureaux pour le compte de l'office correspondant, pendant le mois précédent.

2. Elle reproduit également sur ce compte, et en regard du montant de chaque mandat, le montant effectif du droit perçu par le bureau d'origine; puis elle ajoute au total des sommes payées, et en même monnaie, la moitié du total des droits perçus, dont, le cas échéant, elle effectue la conversion au pair.

3. Le compte particulier, accompagné des mandats payés et quittancés, est transmis sans retard à l'administration correspondante.

IX.

1. Aussitôt que les comptes particuliers réciproques ont été débattus et arrêtés contradictoirement, la balance est établie dans un compte général, que dresse l'administration créditrice (sauf autre arrangement entre les offices intéressés), en se conformant, pour la conversion des monnaies, s'il y a lieu, au deuxième alinéa de l'article 4 de l'Arrangement.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays situés hors d'Europe ou de ces pays entre eux. En cas de débat, la somme en litige est reportée au compte suivant.

3. Sauf arrangement contraire, la différence formant le solde du compte est payée au moyen de traites sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créditeur, en monnaie métallique de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

4. Ce paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après que le compte général a été contradictoirement arrêté. Seulement, toute administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure

à 50.000 francs, a le droit de réclamer un acompte ou solde 1878 provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Le cas échéant, il doit être satisfait à sa demande dans le délai de huit jours.

X.

1. Les administrations des pays contractants doivent se notifier réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union postale universelle et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement du 4 juin 1878, savoir :

1° Le tarif et, s'il y a lieu, le taux de conversion monétaire qu'elles appliquent en exécution de l'article 2 de l'Arrangement;

2° la nomenclature de ceux de leurs bureaux respectifs qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats internationaux;

3° l'option qu'elles ont faite entre les deux modèles de mandats, ainsi que le texte authentique et complet de la formule qu'elles emploient;

4° l'orthographe des noms de nombre, de 1 à 500, qui peuvent être écrits en toutes lettres, dans leur langue respective, sur les mandats émis par elles;

5° la durée des délais, après lesquels leur législation respective attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé par les ayants droit.

2. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XI.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration de postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, les propositions concernant les dispositions du présent Règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles II, XI et XII du présent Règlement;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, III, IV et VII;

1878 3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XII.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 4 juin 1878.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Ausführung des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Postanweisungen,

abgeschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

Auf Grund des Artikels 14 des zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereins zu Paris am 1. Juni 1878 abgeschlossenen Vertrages und des Artikels 9 des zu Paris am 4. Juni 1878 unterfertigten Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Postanweisungen, haben die Unterzeichneten im Namen ihrer Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnis die folgenden Bestimmungen zur Sicherstellung der Ausführung des genannten Uebereinkommens festgesetzt.

I.

Dem Absender soll ein Aufgabs- oder Empfangsrecepisse über die eingezahlten Summen, für welche eine internationale Postanweisung ausgestellt wird, unentgeltlich in der von jeder Verwaltung angenommenen Form ausgefolgt werden.

II.

1. Die internationalen Postanweisungen sind auf einem Formulare auszustellen, welches dem dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formulare A Nr. 1 gleich oder ähnlich ist. Jedoch können diejenigen Verwaltungen, welche es

vorziehen, ein anderes Formulare einführen, welches dem 1877 gegenwärtigen Reglement gleichfalls beigefügten Formulare *A* Nr. 2 gleich oder ähnlich ist.

2. Postanweisungs-Formulare, welche nicht in französischer Sprache gedruckt sind, müssen unter dem Texte eine Uebersetzung in dieser Sprache enthalten; die durch den Text gebotenen handschriftlichen Ausfüllungen müssen mit arabischen Ziffern und lateinischen Buchstaben, ohne irgend eine Rasur oder Durchstreichung, selbst wenn diese anerkannt wären, bewirkt werden.

3. Die für jede Anweisung eingehobene Taxe muss in der Währung des Aufgabebietes in der oberen rechten Ecke auf der Vorderseite der Anweisung angegeben werden.

4. Es ist nicht gestattet, auf den Postanweisungen und auf dem zum Formulare *A* Nr. 1 gehörigen Abschnitte andere als die durch den Vordruck bedingten Bemerkungen und namentlich solche Notizen zu machen, welche den Charakter einer Correspondenz oder einer besonderen schriftlichen Mittheilung des Absenders an den Empfänger der Anweisung tragen.

Jedoch können diejenigen Verwaltungen, welche schon gegenwärtig eine ausgedehntere Benützung des Coupons gestatten, in ihrem gegenseitigen Verkehre diese Massregel im gemeinsamen Einverständnisse beibehalten.

III.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 1 sind die folgenden Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes:
 - a) die Anweisungen müssen an die Bestimmungs-Postanstalten entweder offen oder über Verlangen der Verwaltung des Bestimmungslandes unter einem dem hier beigeschlossenen Formulare *B* entsprechenden Umschlag abgesendet werden;
 - b) alle in einem Kartenschluss aufzunehmenden Anweisungen sind zu einem einzigen Paket zu vereinigen; innerhalb desselben ist erforderlichen Falls für jedes Bestimmungsland ein besonderer Bund anzufertigen.
2. Für die Verwaltung des Bestimmungslandes: Die Zustellung und Auszahlung der Anweisungen an den hiezu Berechtigten hat nach den für ihren internen Verkehr bestehenden oder speciell zu diesem Zwecke angenommenen Bestimmungen stattzufinden.

1878

IV.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 2 sind folgende Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes: Für jede einbezahlte Anweisung ist sofort bei der Aufgabe ein Einzahlungsschein nach dem dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formulare *C* auszufertigen, welcher mit erster Gelegenheit unter einem dem hier gleichfalls beigeschlossenen Formulare *D* entsprechenden Umschlage an das Auszahlungsamt abzusenden ist;

2. für die Verwaltung des Bestimmungslandes:

- a) der angewiesene Betrag ist gegen Vorlage der durch die berechnete Person ordnungsmässig quittirten Postanweisung auszuzahlen, vorausgesetzt, dass der betreffende Einzahlungsschein sich bereits im Besitze des Bestimmungs-Postamtes befindet, dass die Angaben auf der Postanweisung und jene auf dem Einzahlungsscheine übereinstimmend befunden wurden, und dass der Ueberbringer der Anweisung sein Recht auf die Bezahlung durch die Angabe des Vor- und Zunamens oder der Firma sowohl des Absenders als des Empfängers nachweisen kann;
- b) falls der Einzahlungsschein nicht eingelangt ist, so ist ein Duplicat desselben bei der Aufgabepostanstalt mittelst eines dem, dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Muster *E* entsprechenden Formulars zu reclamiren, welches unter dem Umschlage *B* abzusenden ist.

V.

1. Postanweisungen, deren Auszahlung nicht bewirkt werden konnte, weil

- a) Namen oder Wohnort des Empfängers ungenau, unvollständig oder in einer Zweifel erregenden Weise angegeben sind,
 - b) Namen oder Beträge auf dem Einzahlungsscheine und auf der Anweisung nicht übereinstimmen oder fehlen,
 - c) Eintragungen durchstrichen oder abgeändert sind,
 - d) Stempel oder Unterschriften fehlen,
- müssen von der Verwaltung, welche die Anweisungen ausgefertigt hat, berichtigt werden.

2. Zu diesem Zwecke sind die Anweisungen sobald als möglich unter amtlicher Recommendation von der Bestimmungs-Postanstalt an die Aufgabe-Postanstalt zurückzusenden.

Die beiden beteiligten Verwaltungen müssen von einer 1878 solchen Rücksendung, sowie von der Folge, welche derselben gegeben wurde, in Kenntniss gesetzt werden.

VI.

1. Die Postanweisungen haben eine Giltigkeit von drei Monaten vom Tage ihrer Ausfertigung an gerechnet. Diese Frist wird für den Verkehr mit aussereuropäischen Ländern oder für den Verkehr dieser Länder unter sich auf 6 Monate ausgedehnt.

2. Nach Ablauf dieser Frist darf die Auszahlung der Anweisungen nur auf Grund einer besonderen Zahlungsermächtigung erfolgen, welche von der absendenden Verwaltung auszustellen ist, und zwar auf Ersuchen der der Bestimmungs-Postanstalt vorgesetzten Verwaltung.

VII.

1. Die Postanweisungsbeträge können den Absendern über ihr Verlangen zurückbezahlt werden, sobald die Verwaltung des Ursprungslandes wieder in den Besitz der nicht zur Auszahlung gelangten Anweisung und eintretenden Falls des Einlieferungsscheines kommt.

2. Zur Erlangung der Rückzahlung einer verlegten, verlorenen oder vernichteten Anweisung muss der Aufgeber ausser dem Aufgabe- oder Empfangsrecepisse oder der Bestätigung über die eingezahlte Summe eine Erklärung des Adressaten vorlegen, aus welcher hervorgeht, dass die Anweisung nicht beseitigt wurde, oder ihm nicht zugekommen, oder nach dem richtigen Empfang verlegt oder vernichtet worden ist. Die Verwaltung des Aufgabegebietes bewilligt die Rückzahlung, nachdem sie sich die Gewissheit darüber verschafft hat, dass das Bestimmungs-Postamt die fragliche Anweisung weder bezahlt hat noch bezahlen wird.

3. Hat die durch den vorhergehenden Absatz 2 vorgesehene Rückzahlung nicht stattgefunden, so können verlegte, verloren gegangene oder vernichtete Anweisungen über Verlangen des Aufgebers oder des Adressaten durch Ermächtigungen zur Zahlung oder durch Duplicate ersetzt werden, welche die Verwaltung des Ursprungslandes ausfertigt, nachdem dieselbe in Uebereinstimmung mit der Verwaltung des Bestimmungslandes festgestellt hat, dass der Betrag der Anweisung weder ausbezahlt noch zurückerstattet worden ist.

1878

VIII.

1. Jede Verwaltung stellt am Ende des Monates für jede der anderen Verwaltungen eine dem, dem gegenwärtigen Reglement beigegebenen Formulare *F* entsprechende Abrechnung auf, in welcher unter Aufführung der Aufgabs-Postämter, und zwar soweit als thunlich in alphabetischer Reihenfolge alle jene Anweisungsbeträge enthalten sind, welche von diesen Postämtern während des vorhergegangenen Monats für Rechnung der anderen Verwaltung ausbezahlt wurden.

2. Dieselbe hat in diese Abrechnung auch die Beträge der von den Aufgabs-Postämtern für jede Anweisung eingehobenen Gebühren aufzunehmen, und sodann zu der Summe der ausgezahlten Anweisungsbeträge die Hälfte der Summe der eingehobenen Anweisungs-Gebühren hinzu zu addiren, nachdem eintretenden Falls dieser Betrag *al pari* in die erstere Währung umgerechnet worden ist.

3. Die mit den ausbezahlten und quittirten Anweisungen belegte Abrechnung wird unverzüglich der betreffenden Verwaltung übersendet.

IX.

1. Sobald die beiderseitigen Abrechnungen gegenseitig geprüft und endgiltig festgestellt worden sind, wird das Ergebniss derselben in eine General-Abrechnung zusammengefasst welche (falls nicht von den beteiligten Verwaltungen ein anderes Uebereinkommen getroffen ist) von derjenigen Verwaltung aufgestellt wird, für welche eine Forderung entfällt; bei etwaigen Umwandlungen in andere Währungen ist sich an den zweiten Absatz des Artikels IV des Uebereinkommens zu halten.

2. Die General-Abrechnung soll innerhalb eines Zeitraumes von zwei Monaten vom Ablaufe des Monates an, auf welche sich dieselbe bezieht, festgestellt sein. Diese Frist wird für den Verkehr mit aussereuropäischen Ländern oder für den Verkehr dieser Länder unter sich auf vier Monate ausgedehnt. Bei abfälligen Einwendungen ist die streitige Summe in die nächste Abrechnung aufzunehmen.

3. Falls nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, so ist das aus der Abrechnung sich ergebende Guthaben mittelst Wechsel auf die Hauptstadt oder einer Handelsplatz desjenigen Landes, für welches sich eine Forderung ergibt, in der klingenden Münze dieses Landes und ohne irgend einen Verlust für dasselbe zu begleichen, indem die

Kosten der Zahlung von der zahlungspflichtigen Verwaltung 1878 zu tragen sind.

4. Diese Begleichung hat spätestens binnen 14 Tagen nach gegenseitiger Feststellung der General-Abrechnung zu erfolgen. Jedoch ist jede Verwaltung, für welche einer anderen Verwaltung gegenüber ein den Betrag von 50.000 Fr. übersteigendes Guthaben sich ergibt, berechtigt, eine Abschlagszahlung oder eine vorläufige Ausgleichung bis zur Höhe von drei Viertheilen des Betrages ihrer Forderung zu verlangen. Einem derartigen Verlangen muss eintretenden Falls innerhalb eines Zeitraumes von acht Tagen entsprochen werden.

X.

1. Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder haben sich gegenseitig durch Vermittlung des internationalen Bureaus des Weltpostvereines spätestens drei Monate vor der Ausführung des Uebereinkommens vom 4. Juni 1878 mitzuthellen:

- a) den Tarif und eintretenden Falls das Verhältniss der Umrechnung der Gelder, welche sie in Gemässheit des Artikels 2 des Uebereinkommens anwenden;
- b) das Verzeichniss derjenigen ihrer Postanstalten, welche zur Annahme und Auszahlung von internationalen Postanweisungen ermächtigt sind;
- c) die zwischen den beiden Anweisungs-Formularen getroffene Wahl, sowie den authentischen und vollständigen Text der von ihnen verwendeten Formulare,
- d) die richtige Schreibweise der Zahlennummern von 1 bis 500, welche auf den von ihnen ausgegebenen Anweisungen in Buchstaben, in ihrer Landessprache, geschrieben werden können;
- e) die Dauer der Frist, nach welcher Anweisungsbeträge, die von den berechtigten Personen nicht reclamirt worden sind, nach den gesetzlichen Bestimmungen ihres Landes dem Staate anheimfallen.

2. Jede an einem oder dem anderen der vorstehenden fünf Punkte in der Folge vorgenommene Aenderung soll in gleicher Weise ohne Verzug mitgetheilt werden.

XI.

Während der Zeit, welche zwischen den Versammlungen liegt, hat jede Postverwaltung eines Vereinslandes das Recht, den anderen beteiligten Verwaltungen durch Vermittlung des

1878 internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff der Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements zu machen. Um jedoch vollstreckbar zu werden, müssen diese Vorschläge angenommen sein:

- a) mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel II, XI und XII des gegenwärtigen Reglements handelt;
- b) mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel I, III, VI und VII handelt;
- c) mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um Abänderung von anderen Artikeln oder um die Auslegung der verschiedenen Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements handelt.

Die gültigen Beschlüsse werden durch eine einfache Mittheilung des internationalen Bureaus an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

XII.

Das gegenwärtige Reglement soll mit dem Tage, an welchem das Uebereinkommen vom 4. Juni 1878 in Kraft tritt, ausgeführt werden.

Dasselbe soll die gleiche Dauer, wie dieses Uebereinkommen, haben, sofern dasselbe nicht im gemeinsamen Einverständnis der betheiligten Verwaltungen auch weiter in Gültigkeit bleibt.

So geschehen zu Paris, den vierten Juni eintausend acht hundert acht und siebenzig.

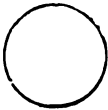
(Folgen die Unterschriften.)

1878

A. Nr. 1.

<p>Abschnitt. Coupon.</p> <p>(Kann vom Empfänger abgetrennt werden.) (<i>Peut être détaché par le destinataire.</i>)</p> <hr/> <p>Betrag der Postanweisung in Ziffern. <i>Montant du mandat en chiffres.</i></p> <hr/> <p>Bezeichnung des Absenders. <i>Désignation de l'expéditeur.</i></p> <hr/> <p>Am 187 . Le</p>	<p>Postverwaltung. Administration des Postes.</p> <p>von _____ d _____</p> <p>Internationale Postanweisung Mandat de poste international</p> <p>über den Betrag von <i>de la somme de</i></p> <p>(in Ziffern) (<i>en chiffres arabes.</i>)</p> <p>_____</p> <p>(in Buchstaben und mit lateinischen Schriftzeich.) (<i>en toutes lettres et en caractères romains</i>)</p> <p>Auszahlungen an <i>payable à M.</i></p> <p>Bestimmungsort <i>Lieu de destination :</i></p> <p>Wohnung des Empfängers : <i>Adresse du destinataire :</i></p> <p>Bestimmungsland : <i>Pays de destination :</i></p> <hr/> <p>Postmerk. <i>Indications de service.</i> {</p> <p>Nr. des Annahmebuches : <i>Numero d'émission :</i></p> <p>Tag der Einzahlung : <i>Date d'émission :</i></p> <p>Aufgabepostamt : <i>Bureau expéditeur :</i></p>	<p>Eingehobene Taxe : <i>Indication de la taxe perçue :</i></p> <hr/> <p>Stempel des Aufgabepostamtes. <i>Timbre du bureau d'origine.</i></p> <p style="text-align: center;">○</p>
	<p>Nr. des Annahmebuches : <i>Numero d'émission :</i></p> <p>Tag der Einzahlung : <i>Date d'émission :</i></p> <p>Aufgabepostamt : <i>Bureau expéditeur :</i></p>	<p>Gut für <i>Bon pour</i></p> <p>Unterschrift d. Beamten, welcher die Anweisung eingetragen hat : <i>Signature de l'agent qui a dressé le mandat :</i></p>

1878

<p>(Raum für allfällige Indossirungen.) <i>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</i></p>	
<p>Quittung des Empfängers. <i>Quittance du destinataire.</i></p>	
<p>Den angewiesenen Betrag richtig erhalten zu haben, bestätigt hiemit <i>Reçu la somme indiquée d'autre part.</i></p>	
Ort:	
Lieu:	
	<p>Am 187 . Le</p>
	<p>Unterschrift des Empfängers. <i>Signature du destinataire.</i></p>
<p>Ankunftsbuch. <i>Registre d'arrivée.</i></p> <p>Nr.</p>	 <p>Stempel des Aus- zahlungs-Postamtes. <i>Timbre du bureau payeur.</i></p>

<p>Postverwaltung <i>Administration des Postes</i></p> <p>von d</p> <p>Postamt in <i>Bureau d.</i></p> <p style="font-size: 1.2em; font-weight: bold;">Internationale Postanweisung</p> <p>Stempel des Auf- gabe-Postamtes. <i>Timbre du bureau</i> <i>expéditeur.</i></p> <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; margin: 10px auto;"></div> <p>zahlbar durch das Postamt in <i>payable par le bureau d</i></p> <p style="text-align: center;">(1)</p> <p>Zahlen Sie an die im Einzahlungsscheine vom heutigen Tage Nr. <i>Payez à la personne nommée dans ma lettre d'avis de ce jour, No.</i></p> <p>genannte Person oder an ihre Ordre die Summe von (2) </p>	<p>Angabe der eingehobenen Taxe: <i>Indication de la taxe perçue:</i></p>
<p style="font-size: 1.2em; font-weight: bold;">Mandat de poste international</p> <p>Nr. No.</p> <p style="text-align: center;">(Summe in Ziffern.) <i>(Sommes en chiffres.)</i></p>	
<p>An den Herrn <i>A monsieur l</i></p> <p>in <i>à</i></p> <p style="text-align: center;">(1)</p>	<p>der Post <i>des postes</i></p> <p>zu <i>A</i></p> <p>den <i>le</i></p> <p style="text-align: center;">L</p> <p>der Post <i>des postes</i></p> <p style="text-align: right;">187 .</p>
<p>Den Betrag der vorstehenden Anweisung erhalten zu haben, bestätigt: <i>Reçu le montant du mandat ci-dessus.</i></p> <p>zu <i>A</i> , den <i>, le</i> 187 .</p> <p>Unterschrift der Person, an welche der Anweisungsbetrag ausbezahlt wurde. <i>Signature de la personne à qui le mandat est payé.</i></p>	
<p>Stempel des auszahlenden Amtes. <i>Timbre du bureau payeur.</i></p> <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div>	
<p>1) Das fremde Land, welchem dieses Postamt an- gehört, ist zu bezeichnen. 2) Der Betrag ist in Buchstaben anzugeben.</p> <p>1) <i>Designier le pays étranger auquel appartient le bureau.</i> 2) <i>Indiquer la somme en toutes lettres.</i></p>	

1878

<p>(Raum für allfällige Indossements.) (Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)</p>	<p>Die gegenwärtige Anweisung darf, ausgenommen den Fall einer besonderen Ermächtigung der zur Zahlung verpflichteten Verwaltung, nur auf Grund des erwähnten Einzahlungsscheines und bei dem in der Anweisung bezeichneten Postamte ausbezahlt werden.</p> <p>Dieselbe ist 3 Monate vom Tage der Einzahlung des Anweisungsbetrages an gerechnet, gültig. Diese Frist ist im Verkehre mit ausseruropäischen Ländern, sowie im Verkehre dieser Länder unter sich auf sechs Monate ausgedehnt.</p> <p><i>Le présent mandat ne peut être acquitté, sauf autorisation de l'administration chargée d'en payer le montant, que sur l'avis et au bureau désigné par le titre.</i></p> <p><i>Il est payable pendant trois mois à partir du versement des fonds. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.</i></p> <p>Verfallene Anweisungen sind dem Auszahlungsamte gegen Empfangsbestätigung einzuhändigen und werden von demselben der vorgesetzten Verwaltung vorgelegt und von dieser dem erwähnten Amte zurückgestellt, sobald durch die Einzahlungsverwaltung die besondere Zahlungs-Ermächtigung erteilt ist.</p> <p><i>Les mandats périmés, remis contre reçu au bureau chargé de les acquitter, sont transmis par l'agent des postes à l'administration dont il dépend, et lui sont renvoyés après avoir été visés pour date par l'office qui les a émis</i></p> <p>Ordnungswidrig angestellte Anweisungen sind gleichfalls den Beamten der Auszahlungsämter gegen Empfangsbestätigung zu übergeben und von diesen an das Ausgabeamt zu leiten, welches die richtig gestellten Anweisungen ihnen wieder zurückschickt.</p> <p><i>Les mandats irréguliers, pareillement remis contre reçu aux agents des postes chargés de les payer, sont transmis par ceux-ci au bureau d'origine, qui les leur renvoie régularisés.</i></p> <p>Der dritte Inhaber einer Anweisung, an dessen Ordre diese Anweisung übertragen worden ist, vorausgesetzt, dass dies durch die Gesetze des Bestimmungslandes gestattet ist, muss sich von seinem Giranten den genauen Vor- und Zunamen des Absenders bekanngeben lassen. Anderenfalls wird ihm die Anweisung nicht ausbezahlt.</p> <p><i>Le tiers porteur d'un mandat, à l'ordre de qui ce mandat a été passé, si la législation du pays destinataire le permet, devra se faire donner exactement par son cedant les nom et prénoms de l'envoyeur. Autrement, le mandat ne lui serait pas payé.</i></p> <p>Hat die Auszahlung einer Anweisung bereits stattgefunden, so ist ein weiterer Anspruch weder an die Verwaltung, welche die Anweisung abgefertigt hat, noch an jene, welche dieselbe ausbezahlt hat, zulässig.</p> <p><i>Le paiement d'un mandat de poste, une fois effectué, ne donne lieu à aucun recours soit contre l'administration qui a émis le mandat, soit contre celle qui l'a payé.</i></p> <p>Die auf die Postanweisungen eingezahlten Beträge, welche von den Berechtigten nicht binnen des Zeitraumes von . . Jahren, vom Tage der Einzahlung des Betrages an gerechnet, reclamirt worden sind, verfallen endgiltig zu Gunsten der Verwaltung des Ausgabegebiete.</p> <p><i>Les sommes versées en échange des mandat de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de . . années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui a émis les mandats.</i></p>
---	---

B.

Postverwaltung.
Service des Postes.

Internationale Postanweisung

Mandat de Poste international

oder
ou

Verlangen um ein Duplicat des Einzahlungsscheines.

Demande de duplicata d'Avis d'Emission.

An das Postamt
Pour le bureau de poste

in
d

(Hier ist das fremde Land anzugeben, welchem
das Bestimmungspostamt angehört.)

(*Designer ici le pays étranger auquel appartient
le bureau destinataire.*)

1878

C.

Postverwaltung von <i>Administration des Postes d</i>		
Postamt in <i>Bureau d</i>	Nr. <i>No.</i>	
Stempel des Aufgabepostamtes. <i>Timbre du bureau expéditeur.</i>	Betrag in Ziffern <i>Somme en chiffres</i>	
<div style="display: flex; justify-content: center; align-items: center; gap: 20px;"> <div style="text-align: center;"> <h2 style="margin: 0;">Einzahlungs - Schein</h2> <h3 style="margin: 0;">Avis d'émission</h3> </div> </div>		
über eine bei dem oben bezeichneten Postamte ausgestellte Postanweisung für das Postamt in <i>(¹: auf den Betrag vom (²)</i>		
<i>d'un mandat de poste tire par le bureau ci-dessus désigné, sur le bureau d</i> <i>(¹: pour la somme de (²)</i>		
zu <i>A</i>	Der <i>L</i>	der Post <i>des Postes.</i>
am <i>le</i>	187 . 187 .	
Vollständige Adresse der Person, für welche die Anweisung eingezahlt wird. <i>Adresse complète de la personne au profit de qui le mandat est tiré.</i>		
Name — <i>Nom</i>		Vorname — <i>Prénoms</i>
Stand <i>Qualité</i>	Wohnort <i>Residence</i>	Gasse und Nr. (falls der Bestimmungsort eine Stadt ist) <i>Rue et No. (s'il s'agit d'une ville)</i>
Bezeichnung der Person, welche die Anweisung eingezahlt hat. <i>Désignation de la personne qui a versé l'argent.</i>		
Name — <i>Nom</i>		Vorname — <i>Prénoms</i>
Der Schein muss vom Aufgabepostamte mit Datum, Unterschrift und Stempel versehen und beim Eingang vom Bestimmungspostamte gestempelt werden.		Stempel des auszahlenden Postamtes. <i>Timbre du bureau payeur.</i>
Bemerkung. Da der gegenwärtige Einzahlungsschein von der dazu gehörigen Anweisung abgetrennt worden ist, kann durch das Aneinanderhalten der beiden von dem auszahlenden Amte eine Controle geübt werden. <i>L'avis doit être daté, signé et timbré par l'agent qui a tiré le mandat, et timbré de sa réception, par l'agent du bureau sur lequel il est tiré.</i>		
<i>Nota. Le présent avis, étant détaché du mandat même, peut, comme moyen de contrôle, être rapproché de ce mandat par le bureau payeur.</i>		
(1) Zu bezeichnen das fremde Land, welchem dieses Amt angehört. <i>(1) Désigner le pays étranger auquel appartient le bureau.</i>		
(2) Zu bezeichnen die Summe in Buchstaben. <i>(2) Indiquer la somme en toutes lettres.</i>		

D.

Verwaltung von
Administration des Postes d

Post-Stampel.
à bureaux expéditeurs.

Einzahlungs - Schein
Avis d'émission

über
d'un

eine internationale Postanweisung.
Mandat de poste international.

Für das Postamt in
Pour l *des Postes*



Vom Postamt in
Du bureaux d

(Ist das fremde Land zu bezeichnen, welchem das
Postamt angehört.)

*(Designer ici le pays étranger auquel appartient
le bureau.)*

1878

E.

Postverwaltung von Administration des Postes d				
Postamt in <i>Bureau d</i>		(Departement oder Provinz) <i>(Département ou province)</i>		
Reclamation des Einzahlungs-Scheines zu einer internationalen Postanweisung. Demande d'avis d'un mandat international.				
Eine internationale Postanweisung auf den Betrag von XXXXXXXXXX <i>Un mandat de poste international de la somme de</i>				
ausgestellt vom Postamte in <i>tiré par le bureau d</i>				
an das Postamt in <i>sur celui d</i>		unter Nr. XXXXXX am XXXXXX <i>sous le No. à la date du</i>		
wurde hieramts zur Auszahlung angewiesen und konnte in Ermanglung des Einzahlungsscheines nicht anbezahlt werden. <i>a été présenté à l'encaissement et n'a pu être payé faute d'avis.</i>				
	In A	, am le	187 .	
Stempel des Postamtes. <i>Timbre du bureau.</i>			L	der Post. <i>des Postes.</i>
Postverwaltung von Administration des Postes d				
Postamt in <i>Bureau d</i>		(Departement oder Provinz) <i>(Département ou province)</i>		
Der Unterzeichnete bestätigt, dass die oben bezeichnete internationale Postanweisung im <i>Le soussigné déclare que le mandat de poste international susdésigné se trouve régulièrement</i> Annahmebuche richtig eingetragen ist unter Nr. XXXXXX am XXXXXX auf den Betrag von <i>inscrit sur le registre d'émission sous le No. à la date du pour la somme de</i>				
Vollständige Adresse des Empfängers. — <i>Adresse complète du destinataire.</i>				
Name <i>Nom</i>	Vorname <i>Prénoms</i>	Stand <i>Qualité</i>	Wohnort <i>Résidence</i>	Strasse und Nummer (bei Städten) <i>Rue et Numéro</i> <i>(s'il s'agit d'une ville)</i>
Name und Vorname des Absenders. — <i>Nom et prénoms de l'expéditeur.</i>				
	In A	, am le	187 .	
Stempel des Postamtes. <i>Timbre du bureau.</i>			L	der Post. <i>des Postes.</i>

